

United Nations Development Programme
Madagascar
PLAN DE TRAVAIL ANNUEL 2022

Titre du Projet	RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES POUR LA PROMOTION DE L'ETAT DE DROIT - RCIPED
Effet(s) UNSCDF 2021 - 2023	D'ici 2030, les institutions nationales sont efficaces, responsables, transparentes et agissent dans un cadre constitutionnel et légal, dans l'observation de l'état de droit et le respect des droits de l'homme, l'égalité de genre, la durabilité environnementale afin d'assurer une assise de légitimité politique
Effet(s) escomptés CPD 2021 - 2023	D'ici 2030, les institutions nationales sont efficaces, responsables, transparentes et agissent dans un cadre constitutionnel et légal, dans l'observation de l'état de droit et le respect des droits de l'homme, l'égalité de genre, la durabilité environnementale afin d'assurer une assise de légitimité politique
Produits attendus: <i>(Those that will result from the project and extracted from the CPD)</i>	Produit 1.2 : Les acteurs du système judiciaire sont davantage en mesure d'élargir l'accès à la justice, de promouvoir l'État de droit et de lutter contre la corruption et les inégalités, en mettant l'accent sur les femmes et les groupes marginalisés.
Implementing Partner:	MISITERE DE LA JUSTICE
Responsible Parties:	Sénat, Assemblée nationale, Cour Suprême, Cours d'Appel, TPI, Ministère de la Sécurité Publique, Secrétariat d'Etat en charge de la Gendarmerie Nationale, CSI, BIANCO, PAC, SAMIFIN, Organisations de la Société Civile Autres agences des Nations unies : HCDH,

Brief Description

Le Programme « Renforcement des Capacités Institutionnelles pour la Promotion de l'Etat de Droit » (RCIPED) mis en œuvre pour la période 2021-2023, est aligné aux priorités et engagements de l'Etat malagasy déclinés dans la Politique Générale de l'Etat et le Plan Emergence Madagascar notamment la paix et la sécurité, la lutte contre la corruption avec tolérance Zéro, l'autonomie et la responsabilisation des collectivités territoriales décentralisées et la Gestion durable et la conservation de nos ressources naturelles.

Il a pour objectif de renforcer les capacités des institutions nationales y compris judiciaires afin d'élargir l'accès à la justice, de promouvoir l'État de droit et de lutter contre la corruption et les inégalités, en mettant l'accent sur les femmes et les groupes marginalisés.

Il a vise la promotion de l'Etat de droit et le respect des droits l'homme, l'égalité de genre, la durabilité environnementale afin d'assurer une assise de légitimité politique.

A cet effet, l'objectif spécifique du programme porte sur le renforcement du Parlement dans l'exercice de ses fonctions législative, de représentation, de contrôle et d'évaluation des politiques publiques, le renforcement des institutions du système judiciaire pour accroître leur crédibilité, en favorisant la protection et la promotion des droits des justiciables, le renforcement des capacités des acteurs du système anti-corruption et des organes de contrôle pour la promotion de la transparence, la redevabilité, la lutte contre la corruption et les flux financiers illicites et le renforcement des acteurs clés pour appliquer et faire respecter la loi en vue de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement.

Pour cette année 2022, les actions du Programme cibleront principalement les acteurs au niveau central et dans les zones d'intervention. Parmi ces cibles, les exigences spécifiques des femmes et des jeunes ainsi que des groupes vulnérables, bénéficient d'une attention particulière et sont pleinement intégrées afin d'assurer l'équité et un meilleur impact.

Project Period: 2021 - 2023	2022 AWP budget: 965 000 USD
Atlas Award ID : 00141993	UNDP Contribution : 965 000 USD
PAC Meeting Date :	Government:
	Donor:
	Other:
	In-kind:



LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Agreed by (Government):

[Signature]

RABY SAVATSARAHAIN' Harimanga

Agreed by (UNDP): Henry Rene Diouf

Representant Resident Adjoint

[Signature]

ANNUAL WORK PLAN

Year: 2022

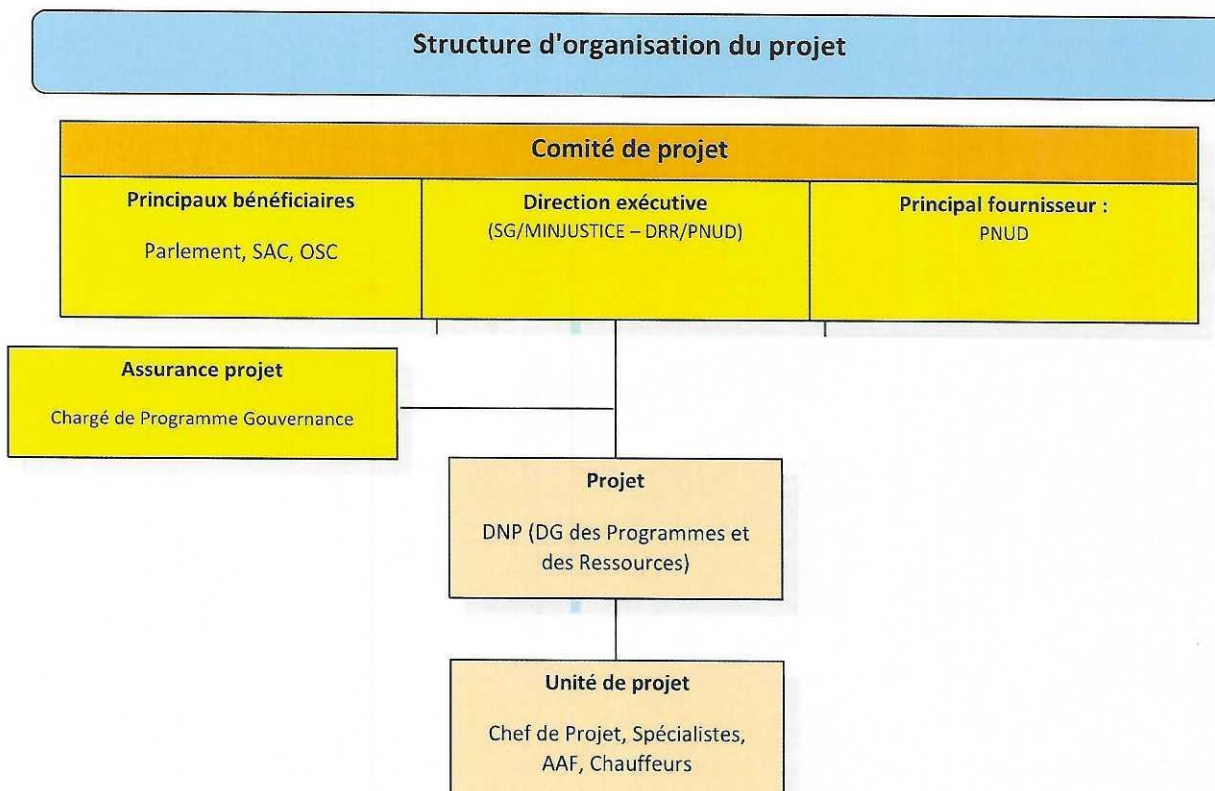
EXPECTED OUTPUTS	PLANNED ACTIVITIES				TIMEFRAME				PMO	RESPONS. PARTY	PLANNED BUDGET						
					Q1	Q2	Q3	Q4			IA	Source	Budg. descr.	Montant en USD			
Output 2.1: Le Parlement (l'Assemblée Nationale et le Sénat) est renforcé dans l'exercice de ses fonctions législative, de représentation, de contrôle et d'évaluation des politiques publiques Indicateur : Nombre de médias et d'organisations de la société civile (OSC) participant au processus législatif pour promouvoir un système politique inclusif, transparent, intégré et responsable. - Baseline (2021) : Médias : 0 ; OSC : à déterminer - Niveau cible (2023) : Niveau de référence + 20 (10 médias ; 10 OSC) - Gender marker : 2	Activité 2.1.1. Renforcer les capacités de l'administration du Parlement dans l'appui aux travaux parlementaires	Action 2.1.1.1 : Elaboration et mise en œuvre du plan de formation des membres de l'administration parlementaire	X	X			PNUD	Parlement	001981	04000	71300	Consult. nat.	2 000				
							MINJUS		011092	04000	74200	Impr/publicat.	200				
			X	X	X	X	PNUD	Parlement	001981	04000	72800	Matériels info.	3 000				
							MINJUS		011092	04000	74200	Impr/publicat.	1 000				
	Action 2.1.1.3 : Soutien aux structures permanentes du Parlement dans leur rôle d'appui à l'exercice de la fonction de représentation et de contrôle parlementaire			X	X				Parlement	011092	04000	74200	Impr/publicat.	200			
								04000			75700	Atelier	1 500				
				Action 2.1.2.1 : Renforcement des capacités techniques et matérielles des deux commissions et de la chambre EPP et audit commandé de la Cour des Comptes			X	X			PNUD	Parlement	001981	04000	72800	Matériels info.	10 000
											04000		72200	Mobiliers	2 000		
	Action 2.1.2.2 : Appui à la réalisation de missions d'évaluation de politiques publiques, à la production et diffusion de rapports et recommandations			X	X				Parlement / CdC	011092	04000	75700	Atelier	2 000			
								04000			71600	Voyage	1 000				
				Action 2.1.3.1 : Définition d'un cadre de concertation et de consultation			X	X			MINJUS	OSC / Parlement	011092	04000	74200	Impr/publicat.	200
														75700	Atelier	2 000	
		Action 2.1.3.2 : Appui à la dynamisation d'un espace de dialogue et de concertation avec la plateforme des OSC, les médias, les CTD, les organisations économiques et sociales		X	X				Parlement	011092	04000	72600	Subventions	15 000			

Activité 2.1.4. Renforcer la communication, l'efficacité, la transparence et la redevabilité des actions parlementaires à travers les outils numériques	Action 2.1.4.1 : Appui à la production et à la diffusion régulières des bulletins périodiques d'information du Parlement	X	X	X	X	X	PNUD	Parlement	001981	04000	72400	Mat. Audiov.	6 400	
							MINJUS		011092	04000	74200	Impr/publicat.	2 000	
		Monitoring	Action 2.1.4.2 : Appui aux initiatives de vulgarisation du mandat et des travaux parlementaires	X	X	X	X	MINJUS	Parlement / CSI	011092	04000	74200	Impr/publicat.	1 000
				X	X	X	X	MINJUS	USE	011092	04000	71600	Voyage	1 000
SOUS-TOTAL 1														50 500
Output 2.2 : Les institutions du système judiciaire sont renforcées pour accroître leur crédibilité, en favorisant la protection et la promotion des droits des justiciables.	Activité 2.2.1 : Améliorer l'efficacité des institutions judiciaires à travers l'utilisation de la technologie numérique	Action 2.2.1.1 : Digitalisation du traitement et du suivi des dossiers judiciaires (Cour Suprême, CA, TPI-Civil, DPJ - SEG et MSP)						MINJUS	Juridictions, DPJ					
			X					PNUD	Juridictions, DPJ	001981	04000	71300	Consult. nat.	10 000
				X	X	X		PNUD	Juridictions, DPJ	001981	04000	72100	ServContr Cabinet	30 000
										04000	72800	Matériels info.	0	
		Action 2.2.1.2 : Mise en place d'un dispositif technique permettant le libre accès à l'information judiciaire et juridique	X	X	X	X	PNUD	Juridictions, DPJ	001981	04000	71300	Consult. nat.	2 000	
	Activité 2.2.2 : Appliquer les standards de services au niveau des juridictions, des structures de la Police Judiciaire et améliorer les conditions de détention, le cadre de la réinsertion socioprofessionnelle dans les établissements pénitentiaires	Action 2.2.2.1 : Actualisation, validation et édition des standards de services pour les juridictions et les structures de la Police Judiciaire	X	X	X	X	MINJUS	Juridict., DPJ	011092	04000	71600	Voyage	1 500	
							MINJUS	Juridict., DPJ	011092	04000	75700	Atelier	4 000	
							MINJUS	Juridict., DPJ	011092	04000	74200	Impr/publicat.	1 000	
		Action 2.2.2.2 : Organisation des actions d'induction des acteurs au niveau des juridictions et des structures de la Police Judiciaire dans la mise place et l'application des standards de services		X	X	X	MINJUS	Juridict., DPJ	011092	04000	75700	Atelier	3 000	
							MINJUS	Juridict., DPJ	011092	04000	74200	Impr/publicat.	500	
			Action 2.2.2.3 : Appui à l'Administration Pénitentiaire dans l'amélioration des conditions de détention et le renforcement du cadre institutionnel, opérationnel de la réinsertion socio-professionnelle des personnes détenues					MINJUS	DGAP	011092	04000	71300	Consult. nat.	2 000
	X	X		X	PNUD	DGAP	001981	04000	72300	Mater.&Goods	20 000			
					PNUD	DGAP	001981	04000	72100	ServContr C	80 000			
												Atelier	1 000	

Suprême: Tribunal de Première Instance; Services de Conseil juridique) - Niveau cible (2023) : 5 (Baseline + 2 : Conseil Supérieur de la Magistrature, Cours d'Appel, Admin. Pénit., DPJ) - Gender marker : 2	Activité 2.2.3 : Consolider le rôle de la Cour Suprême et du Conseil Supérieur de la Magistrature dans leur mission d'encadrement, de contrôle et dans les initiatives en faveur de l'amélioration du fonctionnement du système judiciaire	Action 2.2.3.1 : Appui à la Cour Suprême dans l'harmonisation de l'application des normes et procédures au niveau des Cours d'Appel en matière civile et pénale		X	X																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																							</
---	--	---	--	---	---	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	----

- Niveau cible (2023) : Niveau e référence + 1 - Gender marker : 2	Monitoring						MINJUS				011092	04000	71600	Voyage	1 000
SOUS-TOTAL 4															
Output 2.5 : Gestion du Programme Indicateurs : (i) Taux de décaissement. Cible : 100% (ii) Rating de l'audit du projet. Cible : Satisfaisant. (iii) Disponibilité des rapports périodiques du projet et du Rapport annuel Cible : 01 Rapport Trimestriel d'Avancement (RTA) et 01 Rapport annuel narratif	Activité 3.1 : Opérationnaliser l'équipe de gestion du Programme	3.1.2: Paiement des charges de personnel du Programme.	X	X	X	X	X	X	PNUD		001981	04000	71400	Contrats NPSA	125 000
		3.1.2: Dotation en outils de travail pour l'équipe du Programme	X	X	X	X	X	X	PNUD		001981	04000	72800	Matériels ICT	15 000
		3.2.1 : Carburant	X	X	X	X	X	X	MINJUS		011092	04000	72300	Carburant	5 000
		3.2.2 : Maintenance des matériels et équipements	X	X	X	X	X	X	MINJUS		011092	04000	73400	Maintenance Matériels	1 000
		3.2.3 : Maintenance des véhicules	X	X	X	X	X	X	MINJUS		011092	04000	73400	Maintenance Véhicules	4 000
		3.2.4 : Fournitures de bureau	X	X	X	X	X	X	MINJUS		011092	04000	72500	Fournitures bureau	1 000
		3.2.5 : Communication	X	X	X	X	X	X	MINJUS		011092	04000	72400	Communication	2 038
		3.2.6 : Autres charges et coûts partagés	X	X	X	X	X	X	MINJUS		011092	04000	72100	Remb cost	2 000
		Action 3.3.1: Conduite d'actions de suivi, (réunions Comité de Pilotage, missions de suivi sur terrain,)	X	X	X	X	X	X	MINJUS		011092	04000	71600	Voyage	2 000
		Activité 3.3 : Comités de pilotage, Suivi des résultats du PTA 2022	Action 3.3.2: Réalisation d'actions assurant une bonne visibilité des réalisations du Programme et de communication sur les succes stories	X	X	X	X	X	X	PNUD		001981	04000	71600	Voyage
	Activité 3.4 : La mise en œuvre du Programme est appuyée	3.4.1 : Effectuer les activités d'assurance-qualité du Programme	X	X	X	X	X	X	PNUD		001981	04000	70000	DPC et coûts transversaux	232 462
SOUS-TOTAL 5															
TOTAL															
392 000															
965 000															

II – ARRANGEMENT DE GESTION



- 3.1. Le **partenaire de mise en œuvre** est le ministère en charge de la Justice. Il est responsable et redevable de la mise en œuvre du projet, la réalisation des produits attendus du projet, et l'utilisation efficace des ressources allouées au projet.
- 3.2. La **partie responsable** est une entité choisie pour agir au nom du Partenaire de mise en œuvre afin de tirer profit de leurs compétences spécialisées, d'atténuer les risques et de diminuer les lourdeurs administratives, sur la base d'un document ou contrat écrit lui permettant d'acheter des biens ou fournir des services financés sur le budget du projet.
Toutes les parties responsables sont directement redevables devant le partenaire de mise en œuvre en conformité avec les termes de leur accord ou du contrat signés entre les deux parties.
- 3.3. A ce titre et conformément à la Lettre d'accord signée avec le Gouvernement, le PNUD assure le rôle de partie responsable pour la rubrique de dépenses concernant les services d'appui pour la mise en œuvre du projet tels que consignés dans ladite Lettre d'accord. Cette disposition permet au PNUD d'engager directement les dépenses relatives à cette rubrique, tel qu'il a été convenu dans le PTA signé, sans recourir à chaque fois à l'approbation du partenaire de mise en œuvre.
- 3.4. Le **Comité de Projet** est la principale instance décisionnelle du projet, en charge des orientations du projet et de la validation de ses résultats. Il comprend les fonctions suivantes :
- **L'Exécutif**, qui préside le Comité de projet, est désigné par **le Ministère de la Justice**. Il a la responsabilité de l'utilisation efficace des ressources du PNUD allouées au projet et de l'obtention des résultats (Cf. Réglementation Financière 27.01). Le Directeur National, sous l'autorité du partenaire de mise en œuvre, est l'ordonnateur sur le budget du projet. Il approuve les demandes de services (réquisitions) et les demandes de paiement.
 - Le **Partenaire de développement** ou **Fournisseur principal** représente les intérêts des parties qui financent et / ou fournissent de l'expertise technique pour le projet. La fonction du fournisseur principal au sein du Comité

est de fournir des orientations concernant la faisabilité technique et financière du projet. Le fournisseur principal est donc constitué par les structures censées réaliser les produits du projet.

A ce titre, il comprendra les représentants du partenaire de mise en œuvre, des parties responsables, des ministères sectoriels concernés, du PNUD et d'autres donateurs et agences spécialisées éventuels.

- Les **Représentants des bénéficiaires** ou **Bénéficiaires principaux** représentent les intérêts des bénéficiaires du programme/projet. Ils ont pour fonction principale d'assurer au sein du comité de pilotage la réalisation des résultats du projet dans la perspective des bénéficiaires du projet. Leur rôle est de défendre les intérêts de tous ceux qui vont bénéficier du projet, ou ceux pour lesquels les livrables résultant des activités permettront d'atteindre des cibles spécifiques. Les bénéficiaires principaux suivent l'avancement du projet conformément aux cibles fixées et aux critères de qualité.

Cette fonction est assurée par les responsables des ministères concernés, les juridictions, les associations de la société civile et les collectivités locales.

- L'**Assurance de projet** est le rôle de tous les membres du Comité de projet, mais elle peut être déléguée. Elle appuie le comité en assurant une fonction objective et indépendante de surveillance et de suivi sur le projet. Ce rôle s'assure que les principales étapes du projet sont mises en œuvre et complétées.

Pour le PNUD, l'assurance du projet revient au Chargé de Programme gouvernance.

- 3.5. Le **gestionnaire de projet** est le **Chef du Projet**. Il est responsable de la mise en œuvre quotidienne du projet, au nom du partenaire de mise en œuvre, et dans les limites accordées par le Comité de projet. La principale responsabilité du gestionnaire de projet est de s'assurer que le projet délivre les produits spécifiés dans le document de projet selon les normes de qualités requises et en respectant les contraintes de temps et de coût. Le gestionnaire de projet est le certificateur sur le budget du projet.

Le Directeur National, son suppléant et le Coordonnateur de Programme assurent conjointement la réalisation des activités opérationnelles aussi bien au niveau central qu'au niveau décentralisé et sont co-responsables de la qualité des résultats du projet. Ils sont redevables de l'utilisation efficiente et efficace des ressources, ainsi que de l'utilisation rationnelle des biens et équipements acquis dans le cadre de ce projet, dans le respect des procédures en vigueur.

- 3.6. Le Directeur National et le Coordonnateur de Programme sont assistés par une unité technique et une unité administrative.

- L'unité technique est composée par des spécialistes des thématiques du Programme.
- L'unité administrative et financière est composée par des assistants administratifs / financiers et des chauffeurs. Cette unité a la responsabilité de veiller à l'observance des procédures administratives et financières applicables.

Par ailleurs, le Directeur National et le Coordonnateur de Programme devront procéder à la nomination de leur suppléant respectif.

- 3.7. Les remises d'espèces aux Partenaires de mise en œuvre se feront selon les dispositions du CPAP contenues dans les alinéas 6.4 à 6.9.

Des formations seront organisées, selon les besoins, en vue du renforcement des capacités de l'équipe de mise en œuvre.

- 3.8. Afin d'assurer une gestion financière saine des ressources du projet, les dispositions des paragraphes 7.1 et 7.5 du CPAP s'appliqueront.

III – STRATEGIE DE RETRAIT

A partir des actions réalisées antérieurement, la présente section décrit la façon dont le Projet RCIPED envisage son retrait tout assurant la réalisation et la pérennisation des résultats enregistrés. Les actions proposées sont une suite logique des activités mises en œuvre durant la période de mise en œuvre.

DESCRIPTION ACTIVITES DU PTA	ACTIONS PROPOSEES	RESPONSABLES	PERIODE	OBS.
Output 2.1 : Le Parlement (l'Assemblée nationale et le Sénat) est renforcé dans l'exercice de ses fonctions législative, de représentation, de contrôle et d'évaluation des politiques publiques				
Renforcer les capacités des membres des commissions parlementaires ciblées et le personnel de l'administration du parlement dans l'appui aux travaux parlementaires	<p>Dans la gestion de l'activité, les parties prenantes seront impliquées dans la formulation des besoins, la gestion de la mise en œuvre, le suivi des progrès. Cette démarche est privilégiée pour avoir une appropriation des résultats du projet et un impact optimal. Les grandes lignes sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Recrutement d'un assistant technique qui sera en mesure d'appuyer le parlement et en assurer le transfert de connaissances. - Formation de quelques techniciens au sein du parlement pour assurer l'appui technique de qualité pour les commissions ciblées <p>Plaidoyer pour la dotation au niveau du parlement de matériels et équipement de qualité</p>	SG du Parlement	T2, T3	
Renforcer la communication, l'efficacité, la transparence et la redevabilité des actions parlementaires à travers la digitalisation/dématérialisation	<p>Plaidoyer pour la mise en place des mécanismes de concertation plus large avec les autres forces vives (OSC, Média, lobby...) dans les consultations parlementaires</p> <p>Redynamiser les canaux de communication pour la vulgarisation des actions parlementaires</p>	Parlement, OSC	T2, S2	
Output 2.2 : Les institutions du système judiciaire sont renforcées pour accroître leur crédibilité, en favorisant la protection et la promotion des droits des justiciables.				
Améliorer l'efficacité des institutions judiciaires à travers l'utilisation de la technologie numérique	- Outiller les Directions concernées (DSIC, DAJ) et assurer que l'utilisation de la technologie numérique soit optimale et pérenne au niveau des juridictions	Direction Générale des Affaires Judiciaires, des Etudes et des Reformes - DGAJER	T1, T2	
Appliquer les standards de services au niveau des juridictions et autres structures de la Police Judiciaire	- Outiller les Directions concernées (DAJ, DERL) et assurer que l'application des standards de service soit effective et pérenne au niveau des juridictions	Direction Générale des Affaires Judiciaires, des Etudes et des Reformes - DGAJER	T3, T4	
Consolider le rôle de la Cour Suprême dans sa mission d'encadrement et de contrôle des juridictions	- Produire et éditer des outils dans les thématiques liées au contrôle des juridictions	Cour de Cassation, Conseil d'Etat, Cour des Comptes	T3, T4	
Consolider et pérenniser les mécanismes d'assistance juridique de proximité pour les populations vulnérables et la vulgarisation du droit	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer que soit mis en place le cadre juridique officialisant l'existence des cliniques juridiques (TranoAroZo) et leur permettant de recevoir des soutiens provenant de l'Etat et des autres partenaires, - Développer un cadre de collaboration avec les structures institutionnelles pérennes (les collectivités territoriales décentralisées, les services techniques déconcentrés) dont les actions peuvent être capitalisées pour contribuer à la durabilité des résultats, 	Direction de l'Administration des Juridictions - DAJ	T1, T2, T3	
Output 2.3 Les acteurs du Système anti-corruption et les organes de contrôle sont outillés pour promouvoir la transparence, la redevabilité, la lutte contre la corruption et les flux financiers illicites.				

Appuyer la coordination, le suivi et l'évaluation du système anti-corruption à travers différents outils dont l'opérationnalisation du système de suivi de la stratégie nationale de lutte contre la corruption	Renforcement de capacité institutionnelle des ILCC à travers le recrutement des assistants techniques dans la mise en place des outils pour un système de suivi de la SNLCC opérationnel et qui produit de rapports de qualité.			
Appuyer l'opérationnalisation et la vulgarisation des dispositifs prévus par les nouveaux textes sur la LCC et le BC/FT (y compris ARAI)	Implication des responsables par institution dans la formulation des besoins, la gestion de l'activité et le suivi afin d'optimiser l'appropriation des résultats et faciliter le transfert de connaissances	ILCC : CSI, BIANCO, PAC, ARAI, SAMIFIN	T2, T3, T4	
	Renforcement du réseautage au niveau de la sous-région et international sur les thématiques où les compétences nationales sont encore limitées			
Output 2.4 : Les acteurs clés du système de justice et de sécurité, les OSC et les communautés disposent de capacités accrues pour appliquer et faire respecter la loi en vue de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement.				
Appuyer les acteurs du système judiciaire dans la mise en place d'un cadre de coopération permanent entre les acteurs de la gouvernance environnementale (ministères centraux, MSP, SEG, CTD, OSC, Secteur privé) en vue de la maîtrise, de l'application de la législation et de la réglementation en matière environnementale	Définition d'un cadre institutionnel et juridique de la coopération entre les acteurs	Ministère de la justice, OSC	T3, T4	
Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre effective des textes réglementaires (décrets, arrêtés) d'application des lois adoptées (Code de l'eau, etc) intégrant le changement climatique et la gestion des risques de catastrophes.	Formation des représentants des acteurs institutionnels concernés dans le suivi de l'application, de la mise en œuvre des textes réglementaires	Ministère de la justice, OSC	T4	

IV – CADRE DE SUIVI ET EVALUATION

Vis à vis des dispositions mentionnées dans le CPD, le mécanisme de suivi et d'évaluation est entrepris conformément à la matrice des résultats ainsi qu'au plan de suivi et d'évaluation du programme. L'objectif étant de veiller à une utilisation efficace des ressources du programme ainsi qu'à la redevabilité, la transparence et l'intégrité. Le partenaire de mise en œuvre présentera des rapports de progrès trimestriels sur les réalisations et les résultats du projet, les risques, les problèmes rencontrés lors de l'exécution du projet ainsi que l'utilisation des ressources comme il en a été convenu dans le PTA, conformément aux dispositions réglementaires en la matière.

Sur une base trimestrielle :

- Une évaluation de la qualité enregistrera les progrès réalisés vers l'atteinte des résultats clés, basée sur les critères de qualité et les méthodes consignées dans le tableau de gestion de la qualité ;
- Un journal des problèmes sera activé dans Atlas et mis à jour par le Chef de projet afin de faciliter le suivi et la résolution de problèmes potentiels ou des demandes de modification ;
- Un journal des risques fondé sur une analyse initiale des risques (voir journal des risques en annexe) sera activé dans Atlas et régulièrement mis à jour en fonction des facteurs de l'environnement externe qui pourraient affecter la réalisation du projet ;

- Un rapport trimestriel d'avancement fondé sur les informations susmentionnées enregistrées dans Atlas sera soumis par le Chef de projet au Comité de projet par le biais de l'assurance projet. Ce rapport suivra le format de rapport standard disponible dans l'Executive Snapshot ;
- Un journal des enseignements sera activé et régulièrement mis à jour pour assurer l'apprentissage et l'adaptation continus au sein de l'organisation et faciliter la préparation du rapport sur les enseignements à la fin du projet ;
- Un plan de suivi du calendrier sera activé dans Atlas et mis à jour afin de suivre les actions/événements clés en matière de gestion.

Annuellement :

- **Visites du projet :** Des représentants du PNUD et du gouvernement devraient visiter le projet au moins une fois par an. Les visites de terrain servent à valider les résultats, plus particulièrement ceux obtenus au cours de la période précédant la visite. Si entreprise pendant la dernière partie de l'année d'exercice, la visite de terrain devrait fournir les dernières informations relatives à l'avancement du projet vis à vis du rapport annuel. Chaque visite de terrain devrait être suivie de l'élaboration d'un bref document faisant office de rapport qui sera déposé au plus tard une semaine après le retour au bureau.
- **Rapport d'examen annuel :** Un rapport d'examen annuel sera rédigé par le chef de projet et transmis au Comité de projet et au Comité des résultats. Le rapport d'examen annuel devra au minimum contenir le format type du rapport trimestriel d'activité d'Atlas, couvrant toute l'année, ainsi que des informations à jour sur chacun des éléments mentionnés du rapport trimestriel ainsi qu'une synthèse des résultats obtenus par rapport aux cibles prédéfinies au niveau des produits.
- **Examen annuel du projet :** Sur la base du rapport ci-dessus, le projet fera l'objet d'un examen annuel durant le quatrième trimestre de l'année ou juste après, afin d'analyser la performance du projet et valider le plan de travail annuel pour l'année suivante. Durant la dernière année de mise en œuvre, cet examen se fera sous forme d'évaluation finale. Cet examen est mené par le Comité de projet et peut impliquer d'autres parties prenantes si besoin. Il portera sur les progrès réalisés vers l'obtention des produits escomptés et veillera à ce que ces derniers restent cohérents avec les résultats appropriés.

V – CADRE LEGAL

Le Plan de travail annuel, qui, avec le CPAP signé par le Gouvernement et le PNUD, constituent un Document de Projet tel que défini dans l'Accord de Base Type en matière d'Assistance (SBAA). Par ailleurs, toutes les dispositions du CPAP sont applicables à ce document.

En accord avec l'article III de l'Accord de Base Type en matière d'Assistance (SBAA), la responsabilité de la sûreté et de la sécurité du partenaire de mise en œuvre, de son personnel et de ses biens, ainsi que des biens du PNUD placés sous la garde des Partenaires de mise en œuvre, incombe aux Partenaires de mise en œuvre.

Le Partenaire de mise en œuvre devra :

- Mettre en place un plan de sécurité approprié et le maintenir, en prenant en considération la situation de la sécurité dans le pays de mise en œuvre du projet ;
- Assumer tous les risques et responsabilités liés à la sécurité du Partenaire de mise en œuvre et la pleine exécution du plan de sécurité.

Le PNUD se réserve le droit de vérifier si un tel plan est en place, et d'en proposer des modifications si nécessaire. Le fait de ne pas mettre en œuvre et de tenir un plan de sécurité approprié tel qu'il est requis ci-après sera considéré comme une violation de cet accord.

Les Partenaires de mise en œuvre s'engage à entreprendre tous les efforts raisonnables pour veiller à ce qu'aucun des fonds reçus en vertu de ce Document de Projet ne soit utilisé pour soutenir des personnes ou des entités associées au terrorisme et que les bénéficiaires des sommes éventuellement fournies par le PNUD ci-dessous n'apparaissent pas sur La liste tenue par le Comité de sécurité créé par la résolution 1267 (1999). La liste est accessible au <http://www.un.org/Docs/sc/committees/1267/1267ListEng.htm>.

ACTIVITY PLAN RESULTS AND ASSESSMENT

PRODUIT 2: Renforcement de l'Etat de Droit		
Activity 2.1 (Atlas Activity ID)	Appui au Parlement	Start Date: 01 janvier 2022 End Date: 31 décembre 2023
Purpose	Renforcer les capacités des deux chambres du Parlement dans l'exercice de leurs fonctions législative, de représentation, de contrôle et d'évaluation des politiques publiques conformément à leur mandat respectif.	
Description	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités des membres des commissions parlementaires ciblées dans le domaine du processus de consultation dans le cadre de l'analyse des textes de lois et d'amendements - Renforcer les capacités de l'administration du Parlement dans l'appui aux travaux parlementaires - Appuyer les membres des commissions parlementaires dans la conduite du processus d'évaluation des politiques publiques - Appuyer l'opérationnalisation d'un cadre de concertation, d'un espace de dialogue et de consultation de la société civile, des médias, des CTD, des organisations économiques et sociales dans les travaux parlementaires - Renforcer la communication, l'efficacité, la transparence et la redevabilité des actions parlementaires à travers la digitalisation/dématérialisation 	
Planned Results	Le Parlement (l'Assemblée nationale et le Sénat) est renforcé dans l'exercice de ses fonctions législative, de représentation, de contrôle et d'évaluation des politiques publiques	
Means of Verification	Rapports produits par les partenaires Rapports d'activités Rapports de suivi sur terrain	
Progress		
Activity 2.2 (Atlas Activity ID)	Renforcement du système judiciaire	Start Date: 01 janvier 2022 End Date: 31 décembre 2023
Purpose	Renforcer les institutions du système judiciaire pour accroître leur crédibilité, en favorisant la protection et la promotion des droits des justiciables	
Description	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer l'efficacité des institutions judiciaires à travers l'utilisation de la technologie numérique - Appliquer les standards de services au niveau des juridictions et autres structures de la Police Judiciaire - Consolider le rôle de la Cour Suprême dans sa mission d'encadrement et de contrôle des juridictions - Consolider et pérenniser les mécanismes d'assistance juridique de proximité pour les populations vulnérables et la vulgarisation du droit - Réaliser un état des lieux des mécanismes endogènes de règlement des conflits et formuler des pistes d'amélioration 	
Planned Results	Les institutions du système judiciaire sont renforcées pour accroître leur crédibilité, en favorisant la protection et la promotion des droits des justiciables.	
Means of Verification	Rapports d'activités des partenaires Rapports d'activité Rapports de suivi sur terrain	
Progress		
Activity 2.3 (Atlas Activity ID)	Lutte contre la corruption	Start Date: 01 janvier 2022 End Date: 31 décembre 2023
Purpose	Renforcer les capacités des acteurs du système anti-corruption et des organes de contrôle pour la promotion de la transparence, la redevabilité, la lutte contre la corruption et les flux financiers illicites	

Description	<ul style="list-style-type: none"> - Accompagner la formulation et la mise en œuvre des plans de prévention et d'éducation sur la LCC dans les secteurs clés dont la protection de l'environnement et le secteur privé - Appuyer l'opérationnalisation et la vulgarisation des dispositifs prévus par les nouveaux textes sur la LCC et le BC/FT (y compris ARAI) - Renforcer les capacités techniques et opérationnelles du SAC et les organes de contrôle 	
Planned Results	Les acteurs du Système anti-corruption et les organes de contrôle sont outillés pour promouvoir la transparence, la redevabilité, la lutte contre la corruption et les flux financiers illicites.	
Means of Verification	Rapports d'activités des partenaires Rapports d'activités Rapports de suivi sur terrain	
Progress		
Activity 2.4 (Atlas Activity ID)	Gouvernance environnementale	Start Date: 01 janvier 2022 End Date: 31 décembre 2023
Purpose	Renforcer les capacités des acteurs clés pour appliquer et faire respecter la loi en vue de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement.	
Description	<ul style="list-style-type: none"> - Appuyer les acteurs du système judiciaire dans la mise en place d'un cadre de coopération permanent entre les acteurs de la gouvernance environnementale (ministères centraux, MSP, SEG, CTD, OSC, Secteur privé) en vue de la maîtrise, de l'application de la législation et de la réglementation en matière environnementale - Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre effective des textes réglementaires (décrets, arrêtés) d'application des lois adoptées (Code de l'eau, etc) intégrant le changement climatique et la gestion des risques de catastrophes. 	
Planned Results	Les acteurs clés du système de justice et de sécurité, les OSC et les communautés disposent de capacités accrues pour appliquer et faire respecter la loi en vue de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement.	
Means of Verification	Rapports d'activités des partenaires Rapports d'activités Rapports de suivi sur terrain	
Progress		
Activity 2.5 (Atlas Activity ID)	Gestion et fonctionnement	Start Date: 01 janvier 2022 End Date: 31 décembre 2023
Purpose	Le programme est géré de manière efficace et efficiente tout en respectant les normes, les principes et les procédures de gestion du PNUD	
Description	<ul style="list-style-type: none"> - Opérationnaliser l'équipe de gestion du Programme - Assurer la gestion logistique relative à la mise en œuvre du Programme - Comités de pilotage, Suivi des résultats du PTA 2022 - La mise en œuvre du Programme est appuyé 	
Planned Results	Le programme est bien géré	
Means of Verification	Rapports d'activités Rapport de suivi sur terrain Rapports financiers	
Progress		

ANNEXES

Annexe 1 : Termes de Référence du Comité de Pilotage

Annexe 2 : Journal des risques

Annexe 3 : Plan de communication

Annexe 2 : JOURNAL DES RISQUES

Type	Date d'identification	Description	Date de mise à jour	Réponse du Management	Situation critique	Responsable du suivi
Politique	Janvier 2022	Risque de contestations lié aux conditions de vie difficiles de la population		Suivre en permanence l'évolution du contexte sociopolitique du pays et en tenir compte dans la planification opérationnelle	Faible	Chef de Projet
Opérationnel	Janvier 2022	Insécurité dans les zones d'intervention		Le phénomène sera suivi en collaboration avec UNDSS et toutes les mesures appropriées seront prises à temps pour que le programme ne soit pas affecté.	Faible	Chef de Projet
Institutionnel	Janvier 2022	« Turn-over » au sein des instances judiciaires		Planifier les activités de renforcement des capacités des acteurs en assurant un meilleur ciblage des bénéficiaires.	Moyen	Chef de Projet
Environnemental	Janvier 2022	Propagation de la Covid-19 sur territoire national		- Appliquer le système du télétravail le cas échéant - Mobiliser tous les acteurs pour le respect rigoureux des mesures de prévention	Moyen	Chef de Projet

Annexe 3 : PLAN DE COMMUNICATION

Type d'Action de communication	Parties-Prenantes	Date due	Complétée	Statuts
PRODUIT 1 : Le Parlement (l'Assemblée Nationale et le Sénat) est renforcé dans l'exercice de ses fonctions législative, de représentation, de contrôle et d'évaluation des politiques publiques				
ACTIVITE 1.1 : Renforcer les capacités de l'administration du Parlement dans l'appui aux travaux parlementaires				
Assurer la communication sur le renforcement des capacités de l'administration parlementaire dans son rôle d'appui à l'exercice de la fonction législative, de représentation et de contrôle parlementaire, - Communication au niveau de toutes les parties prenantes	Unité de projet, Comité de projet, Assemblée nationale, Sénat, Ministère de la Justice, PNUD (Unité Gouvernance, UCom)	Juin 2022		
ACTIVITE 1.2: Appuyer les membres des commissions parlementaires dans la conduite du processus d'évaluation des politiques publiques				
Réaliser les actions de communication sur le renforcement des capacités techniques et matérielles des commissions et la réalisation de missions d'évaluation de politiques publiques, la production et diffusion de rapports et recommandations	Unité de projet, Comité de projet, Assemblée nationale, Sénat, Ministère de la Justice, PNUD (Unité Gouvernance, UCom)	Septembre 2022		
ACTIVITE 1.3: Appuyer l'opérationnalisation d'un cadre de concertation, d'un espace de dialogue et de consultation de la société civile, des médias, des CTD, des organisations économiques et sociales dans les travaux parlementaires				
Assurer la communication sur dynamisation d'un espace de dialogue et de concertation avec la plateforme des OSC, les médias, les CTD, les organisations économiques et sociales	Unité de projet, Comité de projet, Assemblée nationale, Sénat, Ministère de la Justice, OSC, PNUD (Unité Gouvernance, UCom)	Septembre 2022		
ACTIVITE 1.4 : Renforcer la communication, l'efficacité, la transparence et la redevabilité des actions parlementaires à travers les outils numériques				
Appui à la production et à la diffusion régulières des bulletins périodiques d'information du Parlement	Unité de projet, Comité de projet, Assemblée nationale (DRIC), Sénat, Ministère de la Justice, OSC, PNUD (Unité Gouvernance, UCom)	Juillet, octobre 2022		
PRODUIT 2 : Les institutions du système judiciaire sont renforcées pour accroître leur crédibilité, en favorisant la protection et la promotion des droits des justiciables.				
ACTIVITE 2.1 : Améliorer l'efficacité des institutions judiciaires à travers l'utilisation de la technologie numérique				

Type d'Action de communication	Parties-Prenantes	Date due	Complétée	Statuts
Assurer la communication sur la mise en place et l'opérationnalisation de la numérisation de la gestion et du traitement des dossiers judiciaires - Communication au niveau de toutes les parties prenantes	Unité de projet, Comité de projet, Assemblée nationale (DRIC), Sénat, Ministère de la Justice, OSC, PNUD (Unité Gouvernance, UCom)	Septembre 2022		
ACTIVITE 2.2 : Appliquer les standards de services au niveau des juridictions, des structures de la Police Judiciaire et améliorer le cadre de la réinsertion socioprofessionnelle dans les établissements pénitentiaires				
Diffuser les actions de renforcement des capacités des acteurs au niveau des juridictions et des structures de la Police Judiciaire dans la mise place et l'application des standards de services	Unité de projet, Ministère de la Justice, Cour Suprême, CA, TPI, MSP, SEG, OSC, PNUD (Unité Gouvernance, UCom)	Juin 2022		
ACTIVITE 2.3 : Consolider le rôle de la Cour Suprême et du Conseil Supérieur de la Magistrature dans leur mission d'encadrement, de contrôle et dans les initiatives en faveur de l'amélioration du fonctionnement du système judiciaire				
Diffuser les données et informer les parties prenantes sur : - le rôle de la Cour Suprême dans l'harmonisation de l'application des normes et procédures au niveau des Cours d'Appel en matière civile et pénale, - l'élaboration et la diffusion des recueils de Jurisprudence au niveau des acteurs du système judiciaire	Unité de projet, Comité de projet, Ministère de la Justice, Cour Suprême, CA, TPI, OSC, PNUD (Unité Gouvernance, UCom)	Septembre 2022		
ACTIVITE 2.4 : Consolider et pérenniser les mécanismes d'assistance juridique de proximité pour les populations vulnérables et la vulgarisation du droit				
Actions de communication sur l'appui à la mise en œuvre des plans d'actions des cliniques juridiques et la définition d'une stratégie de pérennisation du mécanisme	Unité de projet, Comité de projet, Ministère de la Justice (DAJ, DSIC, DPSE), Cour d'Appel, les TPI des zones d'intervention, PNUD (Unité Gouvernance, UCom)	Juin 2022		
Actions de communication relative aux audiences foraines et audiences des cours criminelles des Cours d'Appel et TPI des zones d'intervention : séances d'information à l'intention des différentes parties prenantes	Unité de projet, Comité de projet, Ministère de la Justice (DAJ, DSIC, DPSE), Cour d'Appel, les TPI des zones d'intervention, PNUD (Unité Gouvernance, UCom)	Juin 2022		
ACTIVITE 2.5 : Réaliser un état des lieux des mécanismes endogènes de règlement des conflits et formuler des pistes d'amélioration				

Type d'Action de communication	Parties-Prenantes	Date due	Complétée	Statuts
Communication sur la réalisation d'une étude actualisée sur l'environnement et l'application des Dina dans le contexte socioéconomique et juridique actuel	Unité de projet, Comité de projet, Ministère de la Justice (DAJ, DSC, DPSE), Cour d'Appel, les TPI des zones d'intervention, PNUD (Unité Gouvernance, UCom)	Septembre 2022		
PRODUIT 3 : Les acteurs du Système anti-corruption et les organes de contrôle sont outillés pour promouvoir la transparence, la redevabilité, la lutte contre la corruption et les flux financiers illicites.				
ACTIVITE 3.1 : Appuyer la coordination, le suivi et l'évaluation du système anti-corruption à travers différents outils dont l'opérationnalisation du système de suivi de la stratégie nationale de lutte contre la corruption				
Communication sur la mise en place et l'opérationnalisation d'un système d'information interne au SAC et renforcement des capacités des ILCC en matière de suivi et évaluation dans le domaine de la Gouvernance et de la lutte contre la corruption	Unité de projet, Comité de projet, CSI, BIANCO, SAMIFIN, PAC, ARAI, Ministère de la Justice, PNUD (Unité Gouvernance, UCom)	Septembre 2022		
Communication sur la vulgarisation de la Politique Nationale de Bonne Gouvernance	Unité de projet, Comité de projet, CSI, Ministère de la Justice, PNUD (Unité Gouvernance, UCom)	Septembre 2022		
ACTIVITE 3.2 : Accompagner la formulation et la mise en œuvre des plans de prévention et d'éducation sur la LCC dans les secteurs clés dont la protection de l'environnement et le secteur privé				
Communication sur l'appui à la vulgarisation du système de management anti-corruption et des bonnes pratiques sur le plan international (dont la norme ISO 37001)	Unité de projet, Comité de projet, CSI, Ministère de la Justice, PNUD (Unité Gouvernance, UCom)	Juillet 2022		
ACTIVITE 3.3 : Appuyer l'opérationnalisation et la vulgarisation des dispositifs prévus par les nouveaux textes sur la LCC et le BC/FT (y compris ARAI)				
Communication sur la vulgarisation et la mise en œuvre du Plan stratégique BC/FT	Unité de projet, Comité de projet, CSI, BIANCO, SAMIFIN, PAC, ARAI, Ministère de la Justice, PNUD (Unité Gouvernance, UCom)	Juin 2022		
ACTIVITE 3.4 : Renforcer les capacités techniques et opérationnelles du SAC et les organes de contrôle				
Communication sur le renforcement des capacités des magistrats et greffiers des futurs PAC, des membres clés du Système Anti-corruption dans les thématiques liées à la Lutte Contre la Corruption	Unité de projet, Comité de projet, CSI, BIANCO, SAMIFIN, PAC, ARAI, Ministère de la Justice, PNUD (Unité Gouvernance, UCom)	Juin 2022		
PRODUIT 4 : Les acteurs clés du système de justice et de sécurité, les OSC et les communautés disposent de capacités accrues pour appliquer et faire respecter la loi en vue de la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement.				

Type d'Action de communication	Parties-Prenantes	Date due	Complétée	Statuts
ACTIVITE 4.1 : Appuyer les acteurs du système judiciaire dans la mise en place d'un cadre de coopération permanent entre les acteurs de la gouvernance environnementale (ministères centraux, MSP, SEG, CTD, OSC, Secteur privé) en vue de la maîtrise, de l'application de la législation et de la réglementation en matière environnementale				
Communication sur l'appui à la mise en place d'un cadre de coopération permanent entre les acteurs de la gouvernance environnementale	Unité de projet, Comité de projet, Parlement, Ministère de la Justice, MEED, Cour d'Appel, les TPI des zones d'intervention, PNUD (Unité Gouvernance, UCom)	Juin 2022		
ACTIVITE 4.2 : Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre effective des textes réglementaires (décrets, arrêtés) d'application des lois adoptées (Code de l'eau, etc) intégrant le changement climatique et la gestion des risques de catastrophes.				
Communication sur le renforcement des capacités des acteurs en vue de l'harmonisation de l'application des textes juridiques en matière environnementale, intégrant le changement climatique et la gestion des risques de catastrophes	Unité de projet, Comité de projet, Parlement, Ministère de la Justice, MEED, Cour d'Appel, les TPI des zones d'intervention, PNUD (Unité Gouvernance, UCom)	Octobre 2022		